

Audit – Bureau de Brest
260 rue Augustin Fresnel
BP 10053
29801 BREST CEDEX 9

Tel : +33(0)2 98 02 55 33

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

PÔLE MER BRETAGNE ATLANTIQUE

Association loi 1901

Siège social : 525 Avenue Alexis De Rochon
29280 PLOUZANE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

PÔLE MER BRETAGNE ATLANTIQUE

Association Loi 1901

Siège social : 525 avenue Alexis De Rochon
29280 PLOUZANE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PÔLE MER BRETAGNE ATLANTIQUE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuel » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons analysé la valorisation des ressources de l'exercice.

- Au niveau de l'exhaustivité des produits d'exploitation, nous avons réalisé un examen des conventions financières de fonctionnement au niveau des conditions d'octroi et des modalités de versement.
- Pour les subventions nécessitant la production d'états justificatifs de dépenses, nous avons rapproché par sondage les subventions rattachées à l'exercice et les dépenses engagées incluses dans les comptes annuels.
- Pour la valorisation des créances, nous avons analysé le risque de dépréciation des créances pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport d'activité nous ayant été communiqué tardivement, nous n'avons pas été en mesure de vérifier la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brest, le 26 mars 2025,

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Représentée par Monsieur Arnaud MOYON
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique



POLE MER BRETAGNE ATLANTIQUE

Comptes annuels



Page : 3 / 23

POLE MER BRETAGNE ATLANTIQUE

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	909	909		
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL	909	909			
	Immobilisations corporelles	Terrains	45 239	37 145	8 094	10 046
		Constructions				
	Inst.techniques, mat.out.industriels					
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL	45 239	37 145	8 094	10 046		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	12 015		12 015	12 015	
	Autres titres immobilisés					
Prêts						
Autres						
TOTAL	12 015					
	Total I	58 163	38 054	20 109	22 061	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	126 357	32 322	94 034	87 937
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	387 208		387 208	313 332
		TOTAL	513 565	32 322	481 243	401 270
	Divers	Valeurs mobilières de placement	77	20	56	74
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	410 802		410 802	325 489
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	17 028		17 028	10 258
		Total II	941 473	32 342	909 130	737 093
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	999 637	70 397	929 239	759 154	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

POLE MER BRETAGNE ATLANTIQUE

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	232 094	242 097
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	14 844	-10 002
	Situation nette (sous-total)	246 938	232 094
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		246 938	232 094
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	82 000	36 660
Total II		82 000	36 660
Provisions	Provisions pour risques	4 417	2 000
	Provisions pour charges		
Total III		4 417	2 000
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	109 555	104 104
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	324 265	373 243
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	12 464	4 630
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	149 598	6 422
Total IV		595 883	488 400
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		929 239	759 154
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

POLE MER BRETAGNE ATLANTIQUE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	404 609	392 229
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	272 499	147 184
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 018 088	873 216
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	63 925	34 366
	Utilisations des fonds dédiés	19 660	15 340
	Autres produits	63	1 784
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 778 847	1 464 120
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	668 159	547 051
	Aides financières	1 000	1 000
	Impôts, taxes et versements assimilés	23 013	20 513
	Salaires et traitements	643 038	597 893
	Charges sociales	294 162	278 443
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 227	4 916
	Dotations aux provisions	20 182	25 229
	Reports en fonds dédiés	65 000	
	Autres charges	46 813	755
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 766 597	1 475 801
1. Résultat d'exploitation (I-II)		12 249	-11 680

POLE MER BRETAGNE ATLANTIQUE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3 383	1 717
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		11
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		3 383	1 728
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	17	0
	Intérêts et charges assimilées	48	24
	Différences négatives de change		25
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		66	50
2. Résultat financier (III-IV)		3 316	1 678
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		15 566	-10 002
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		722	
Total des produits (I + III + V)		1 782 230	1 465 849
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 767 386	1 475 851
EXCÉDENT OU DÉFICIT		14 844	-10 002
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		731 240	837 907
Bénévolat			
Total		731 240	837 907
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		38 272	36 259
Prestations en nature			
Personnel bénévole		692 968	801 647
Total		731 240	837 907